

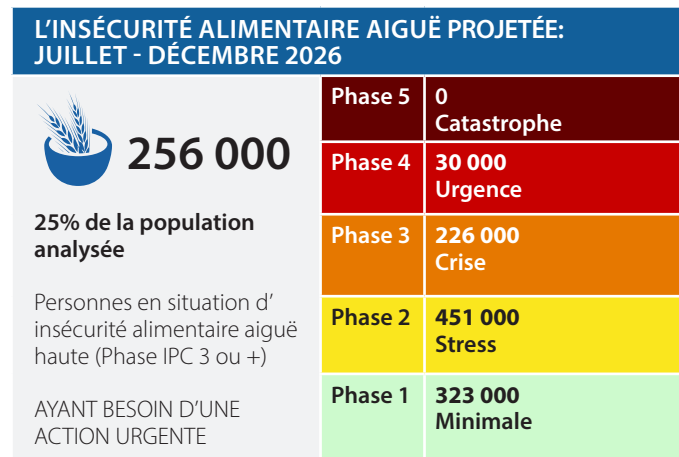
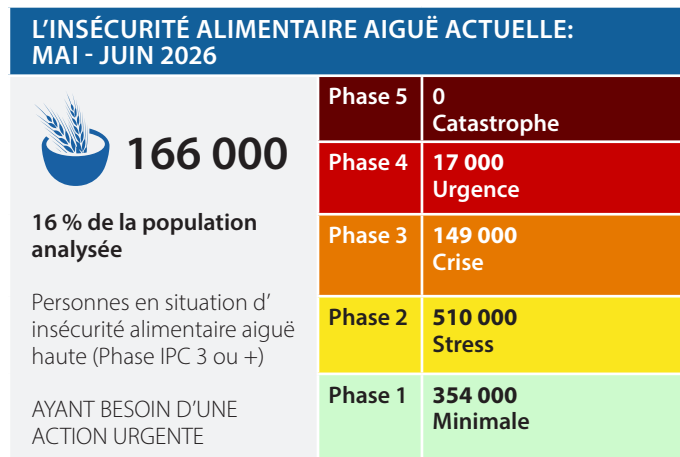
DJIBOUTI

L'insécurité alimentaire s'aggrave pour un quart de la population Djiboutienne

ANALYSE IPC DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË

MAI – DECEMBRE 2026

Publié en 17 juillet 2026



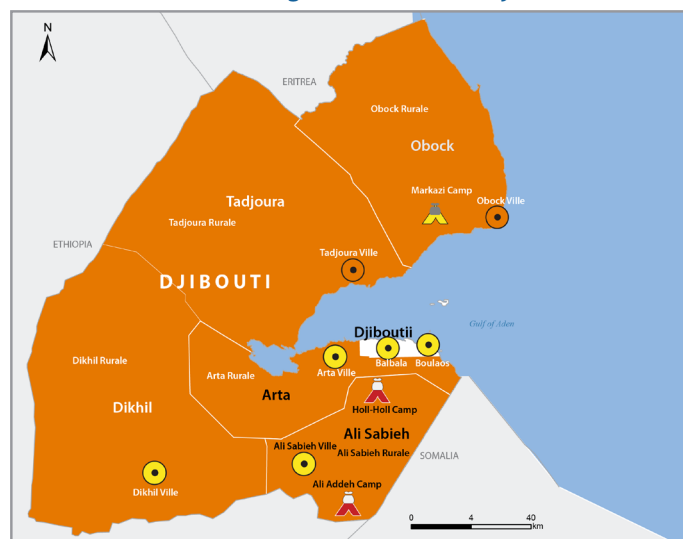
Vue d'ensemble

Pour la période de mai à juin 2026, environ 166 000 personnes, soit 16% de la population analysée (sur un total de 1,03 million de personnes) sont estimées en insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase 3 de l'IPC ou plus), dont environ 17 000 personnes (2% de la population analysée) en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC). Les réfugiés vivant dans les camps représentent la population la plus affectée en termes de prévalence, avec 47 % de leur effectif (environ 15 000 personnes) classé en Phase 3 de l'IPC ou plus, principalement dans les camps d'Ali Addeh et de Holl-Holl, où les ménages demeurent largement tributaires de l'assistance alimentaire. En milieu rural, environ 45 000 personnes (28 % de la population analysée) sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë (Phase 3 de l'IPC ou plus), contre près de 106 000 personnes (17 %) en milieu urbain.

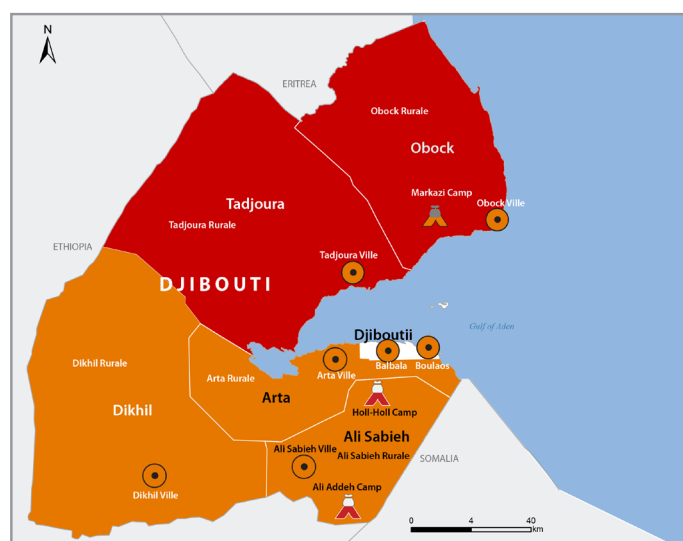
Pour l'analyse projetée couvrant la période de juillet à décembre 2026, il est estimé qu'environ 256 000 personnes, représentant 25% de la population analysée, seront en situation d'insécurité alimentaire aiguë (Phase 3 de l'IPC ou plus), dont environ 30 000 personnes seront en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC). Toutes les zones classées en Phase 2 de l'IPC dans la période courante vont se détériorer en Phase 3 de l'IPC alors que les zones de Tadjourah rural et Obock rural vont basculer en Phase 4 de l'IPC avec la moitié de leurs populations en Phase 3 de l'IPC ou plus. La situation alimentaire s'est détériorée comparé à l'analyse de l'année passée, passant de 20% de la population analysée à 25% en situation sévère de l'insécurité alimentaire aiguë (Phase 3 de l'IPC ou plus) au cours de la période (juillet-décembre).

Les principaux facteurs déterminants de l'insécurité alimentaire aiguë sont les chocs de prix induits par la dépendance aux importations, le faible pouvoir d'achat des ménages fortement dépendants des revenus issus des travaux occasionnels, ainsi que les répercussions d'un épisode attendu d'El Niño de forte intensité qui pourrait perturber durablement les moyens d'existence, les marchés, les activités de pêche et de production agropastorale, ainsi que les opportunités d'emploi.

Insécurité alimentaire aiguë actuelle: mai - juin 2026



Insécurité alimentaire aiguë projetée: juillet - décembre 2026



LÉGENDE

Classification IPC des phases d'insécurité alimentaire aiguë

- 1 - Minimale
- 2 - Stress
- 3 - Crise
- 4 - Urgence
- 5 - Famine
- Zones avec preuves insuffisantes
- Zones non analysées

Symboles de la carte

- Classification des zones d'installation urbaines
- Classification des zones d'installation de PDI/autres

La zone reçoit une importante aide alimentaire humanitaire (pre en compte dans la classification des phases)

- Au moins 25 % des ménages ont entre 25 % et moins de 50 % de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire.
- Au moins 25 % des ménages ont 50 % ou plus de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire.

Niveau de preuve

- Acceptable
- Moyen
- Élevé
- Peu de preuves car accès humanitaire limité ou inexistant

La portée de l'assistance alimentaire jusqu'ici fournie reste généralement insuffisante, laissant une grande partie des bénéficiaires avec des déficits importants de consommation alimentaire et des taux très élevés de malnutrition aiguë. Des actions urgentes sont plus que nécessaires pour réduire les déficits de consommation, atténuer la vulnérabilité et renforcer la résilience des ménages affectés afin de prévenir le basculement de leur situation alimentaire vers des niveaux plus sévères.

Facteurs déterminants



Aléas climatiques : L'irrégularité des pluies saisonnières (Karan/Karma et Diraac/Sougoum) et les hausses extrêmes de température ainsi que les effets de sécheresses induits par l'avènement attendu d'un El Nino vont provoquer le tarissement des points d'eau et amenuiser les derniers pâturages disponibles pour le bétail, réduisant drastiquement les productions agricoles et pastorales.



Prix alimentaires élevés : Les perturbations des flux commerciaux régionaux et les tensions géopolitiques autour du détroit de Bab-el-Mandeb impactent les coûts des importations alimentaires dont dépend le pays et perturbent les circuits d'approvisionnement nationaux. Cela réduit la disponibilité alimentaire sur les marchés locaux.



Chocs économiques : L'inflation galopante asphyxie le pouvoir d'achat déjà précaire des ménages ruraux et périurbains, limitant leur accès alimentaire. Cela engendre également la hausse des coûts de production et un ralentissement de la croissance économique au niveau national.

CARTE ET TABLEAU DE LA POPULATION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË ACTUELLE (MAI A JUIN 2026)

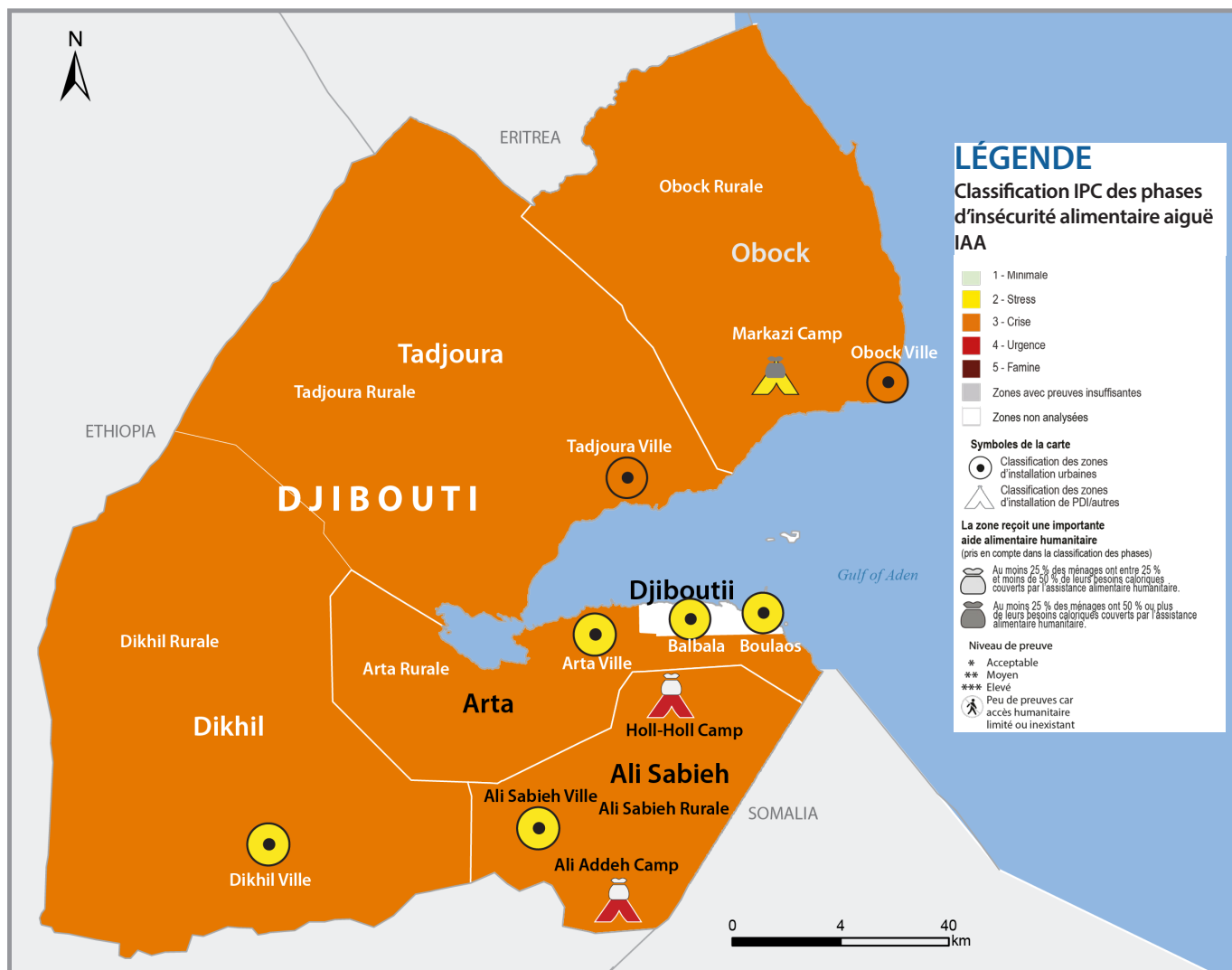




TABLEAU DE LA POPULATION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË ACTUELLE (MAI A JUIN 2026)

Région analysée	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
		#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%		#per.	%
Ali Addeh Camp	18,768	3,754	20	5,630	30	4,692	25	4,692	25	0	0	4	9,384	50
Ali Sabieh Rural	30,400	4,560	15	15,200	50	9,120	30	1,520	5	0	0	3	10,640	35
Ali Sabieh Ville	43,002	12,901	30	23,651	55	6,450	15	0	0	0	0	2	6,450	15
Arta Rural	36,122	9,031	25	19,867	55	5,418	15	1,806	5	0	0	3	7,224	20
Arta Ville	9,751	4,388	45	3,900	40	975	10	488	5	0	0	2	1,463	15
Balbala	534,137	160,241	30	293,775	55	80,121	15	0	0	0	0	2	80,121	15
Boulaos	188,844	94,422	50	84,980	45	9,442	5	0	0	0	0	2	9,442	5
Dikhil Rural	37,753	13,214	35	16,989	45	7,551	20	0	0	0	0	3	7,551	20
Dikhil Ville	25,776	16,754	65	7,733	30	1,289	5	0	0	0	0	2	1,289	5
Holl-Holl Camp	9,953	1,991	20	2,986	30	2,986	30	1,991	20	0	0	4	4,977	50
Markazi Camp	2,624	1,050	40	1,181	45	262	10	131	5	0	0	2	394	15
Obock Rural	17,022	4,256	25	6,809	40	4,256	25	1,702	10	0	0	3	5,958	35
Obock Ville	18,626	6,519	35	8,382	45	2,794	15	931	5	0	0	3	3,725	20
Tadjourah Rural	39,349	11,805	30	13,772	35	9,837	25	3,935	10	0	0	3	13,772	35
Tadjourah Ville	17,534	8,767	50	5,260	30	3,507	20	0	0	0	0	3	3,507	20
Grand Total	1,029,661	353,653	34	510,115	50	148,700	14	17,196	2	0	0		165,896	16

Note: Une population en Phase 3+ ne reflète pas nécessairement l'ensemble de la population nécessitant une action urgente. En effet, certains ménages peuvent être en Phase 2 ou même 1, mais uniquement parce qu'ils ont reçu une aide, et peuvent donc avoir besoin d'une action continue. Les incohérences marginales qui peuvent apparaître dans les pourcentages globaux des totaux et des grands totaux sont imputables aux arrondis.

VUE D'ENSEMBLE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË ACTUELLE (MAI - JUIN 2026)

L'analyse de la période courante mai à juin 2026 met en exergue une insécurité alimentaire aiguë dégradante et très préoccupante à Djibouti. Sur une population analysée de plus d'un million de personnes dans cinq régions et Djibouti ville, il ressort qu'environ 166 000 personnes sont classées en Phase 3 de l'IPC ou plus, soit 16% de cette population analysée. Parmi elles, 149 000 personnes sont en Phase 3 de l'IPC (Crise) et plus de 17 000 personnes en Phase 4 de l'IPC (Urgence).

La gravité de la situation alimentaire s'explique par l'inflation fulgurante des prix, réduisant le pouvoir d'achat des ménages, le taux élevé d'endettement des ménages, le faible niveau d'approvisionnement des marchés en lien avec les tensions géopolitiques au Moyen-Orient. A cela s'ajoute la faible employabilité, l'augmentation du prix du carburant et la sécheresse et le stress thermique qui poussent les populations rurales à une exode massive en plus de dégrader davantage la production pastorale. Il faut également noter le faible accès à l'eau potable des ménages, ce qui constitue un facteur de vulnérabilité important pouvant compromettre les conditions d'hygiène, de préparation des aliments et de l'utilisation des aliments. Cela affaiblit les opportunités de revenu normaux et provoque des déficits énormes de consommation alimentaire chez les ménages vulnérables, aggravant les taux de malnutrition aiguë chez les jeunes enfants.

En somme, les zones d'Obock rural et Tadjourah rural ont plus du tiers de leurs populations confrontées à une insécurité alimentaire aiguë sévère (Crise ou pire) tandis que les Camps de réfugiés de Ali Addeh et Holl-Holl (seules zones en Phase 4 de l'IPC pour la période courante) ont la moitié de leurs populations dans le même cas. Les populations les plus affectées comprennent les réfugiés, les ménages ruraux pauvres qui ont un faible niveau de revenu et qui dépendent essentiellement des marchés pour leur alimentation, les travailleurs occasionnels et les petits commerçants ambulants en milieu urbain ainsi que les ménages nomades vivant dans les zones les plus éloignées et plus arides. Il est primordial de renforcer les aides ciblées, les programmes d'urgence et les filets sociaux pour sauver des vies et renforcer la résilience des plus vulnérables afin de prévenir un basculement massif des populations vers des phases IPC plus sévères.

Selon UNHCR au 31 mars 2026 (Country - Djibouti), Djibouti accueille environ 36 300 réfugiés et demandeurs d'asile, contre environ 33 300 à la même date en 2025, ce qui reflète une détérioration de la situation sécuritaire dans certains pays voisins. La plupart d'entre eux proviennent principalement d'Éthiopie, de Somalie, du Yémen et d'Érythrée. La majorité (71 %) se trouve à Ali Sabieh, tandis que 19 % vivent à Djibouti et 9 % à Obock (HCR, mars 2026). Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), près de 500 000 mouvements migratoires sont enregistrés chaque année à travers le pays qui joue un rôle majeur de corridor migratoire entre l'Afrique et l'Asie. Cela exerce une pression supplémentaire sur les ressources locales déjà limitées, les services sociaux (santé et éducation) et les mécanismes d'assistance humanitaire (augmentation des besoins en matière d'aide alimentaire).

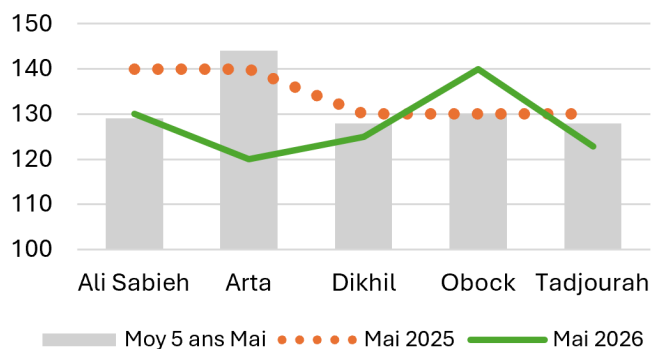
Les déplacements des ménages affectés par la sécheresse vers les centres urbains accentuent également la pression sur les ressources disponibles, renforçant les risques d'insécurité alimentaire dans les zones déjà fragiles. Pour la période courante (mai-juin) 2026, les camps de Ali Addeh (70% des ménages) et de Holl-Holl (60% des ménages) ont reçu l'assistance alimentaire modérée caractérisée par une couverture calorique de 29% alors que 76% des ménages dans le camp de Markazi ont reçu une assistance alimentaire significative couvrant 60% des besoins caloriques.

Accès alimentaire, situation des marchés et évolution des prix des denrées alimentaires

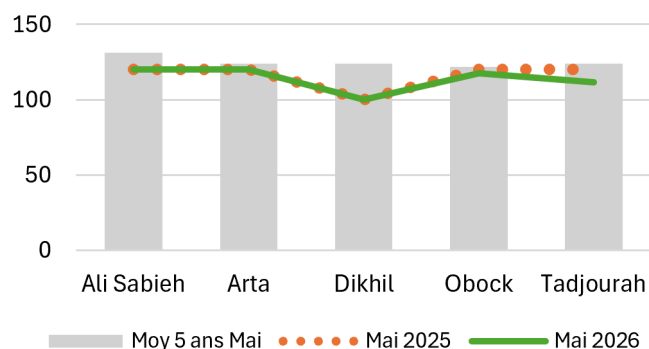
Les marchés restent globalement approvisionnés grâce aux importations, mais les prix des denrées alimentaires ont connu des augmentations importantes sous l'effet de l'inflation, de la hausse des coûts du transport et des perturbations liées au commerce régional. Les prix en mai 2026 restent en général au-dessus de leur moyenne saisonnière de 5 ans pour presque tous les produits et sur tous les marchés suivis. La hausse des prix est beaucoup plus observée sur les marchés d'Obock et Tadjourah en raison de l'éloignement de certains marchés. Par ailleurs, les revenus issus des travaux occasionnels, de l'économie informelle ou des petits services restent insuffisants pour compenser la hausse des prix. Cette situation réduit considérablement le pouvoir d'achat des ménages et limite leur accès à une alimentation saine et diversifiée.

L'indice des prix à la consommation qui mesure l'inflation pour les consommateurs demeure à 5,56% en mai 2026 en Djibouti et a augmenté en glissement mensuel de 1,04% en raison d'une hausse du coût de transport, indiquent des chiffres officiels de l'INSTAD. C'est pratiquement le quatrième mois consécutif de hausse. C'est aussi sa plus forte augmentation depuis plus de quatre ans. Cette augmentation significative est dû principalement aux variations des prix surtout du transport dont l'indice est au-delà de 21% depuis juin 2025. Cette situation s'est traduite par une augmentation significative des prix au-dessus du panier alimentaire entraînant la perte du pouvoir d'achat des ménages. Cela accroît la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages et impactent négativement leur consommation alimentaire.

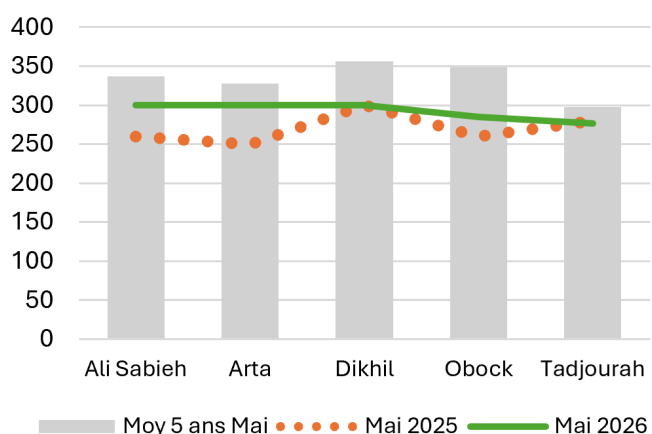
Prix du kg de Riz Belem



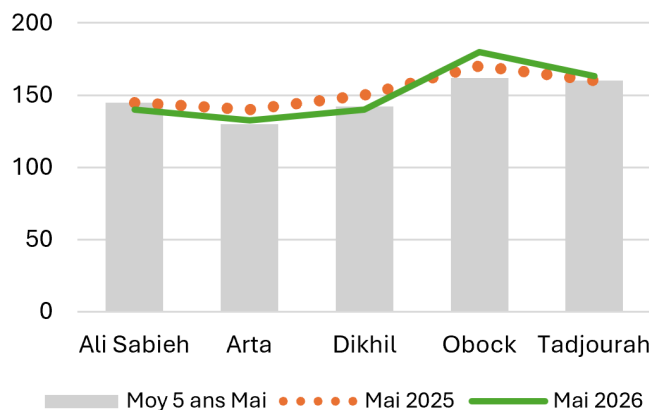
Prix du kg de la Farine



Prix du litre d'huile

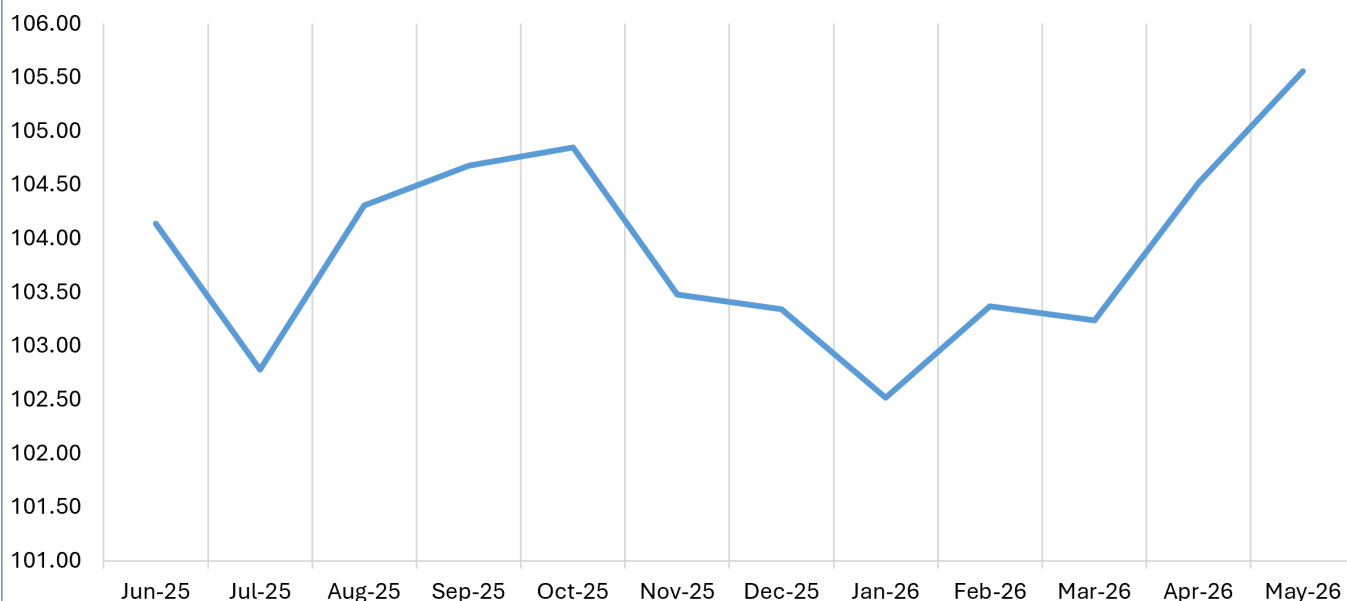


Prix du litre de Kerozene



Source : PAM, mai 2026

INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION



Source : INSTAD, juin 2026

Impact de la situation au Moyen-Orient, fermeture du canal d'Ormuz

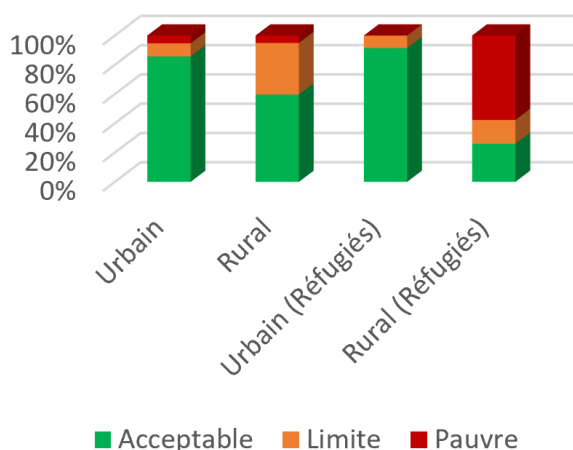
Les économies locales restent très dépendantes des importations alimentaires, ce qui les expose aux fluctuations des marchés internationaux et aux perturbations logistiques. Les tensions régionales persistantes en lien avec le conflit au Moyen-Orient et la fermeture du détroit d'Ormuz, qui relie Djibouti aux principaux marchés d'importation provoquent des perturbations logistiques et du circuit d'approvisionnement des produits alimentaires importés, du carburant ainsi qu'un renchérissement du transport des marchandises. Cela a contribué à la flambée du prix des carburants observée récemment sur les marchés locaux de Djibouti, augmentant une pression supplémentaire sur les coûts du transport et des prix des produits alimentaires de base. Si la situation au Moyen-Orient persiste au cours des mois à venir, on pourrait s'attendre à une réduction des opportunités d'emploi liée à la baisse des investissements privés et des difficultés d'approvisionnement des marchés en produits alimentaires et intrants agricoles. Le pays continuera à faire face à des niveaux élevés de prix des produits importés, surtout alimentaires, ce qui constituera une menace pour la sécurité alimentaire des ménages, particulièrement ruraux dont les revenus sont faibles et irréguliers. Ils seront ainsi contraints de réduire leurs dépenses non alimentaires, de s'endetter ou d'adopter des stratégies de survie qui fragiliseraient davantage leurs moyens d'existence.

Les résultats de l'Enquête sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (FSNMS 2026)

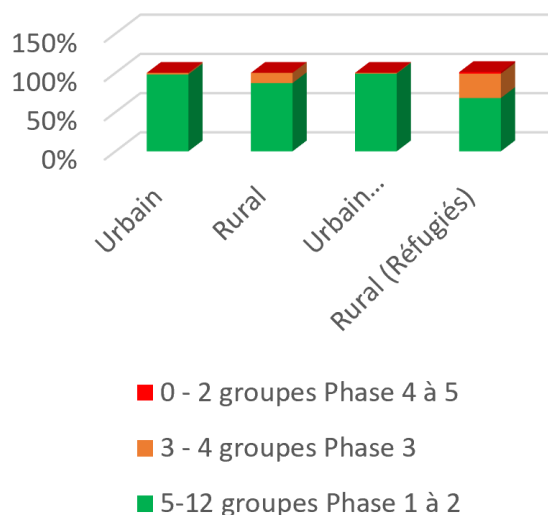
Les données du FSNMS sur les résultats de la sécurité alimentaire met en évidence une situation globalement plus favorable en milieu urbain qu'en milieu rural. En effet, 85 % des ménages présentent une consommation alimentaire acceptable, contre seulement 60 % en zone rurale. Toutefois, cette moyenne masque d'importantes disparités, notamment dans les camps de réfugiés, en particulier dans la région d'Ali Addeh, où à peine un ménage sur quatre atteint un niveau de consommation alimentaire acceptable. Par ailleurs, malgré une diversité alimentaire relativement élevée, l'alimentation des ménages vulnérables demeure essentiellement basée sur les céréales, les légumes, l'huile, le sucre et les condiments. Cette situation se traduit par une faible consommation d'aliments riches en micronutriments essentiels, notamment ceux apportant de la vitamine A et du fer, ce qui peut entraîner des conséquences importantes sur l'état nutritionnel des enfants en bas âge.

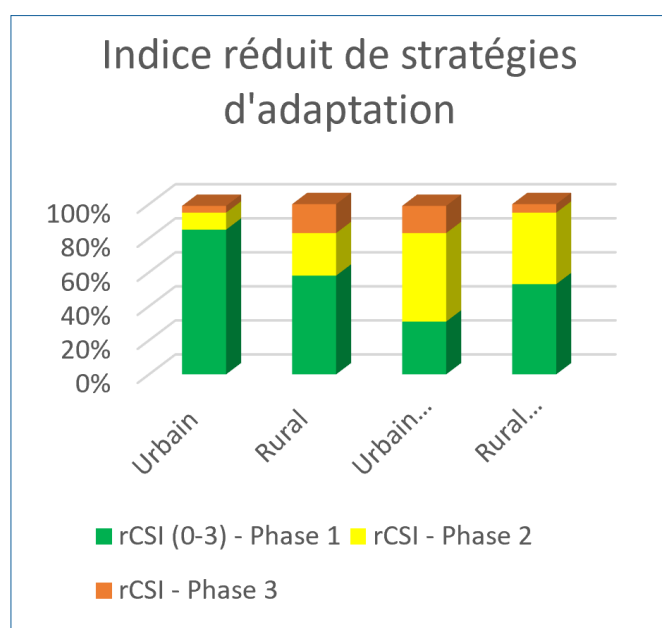
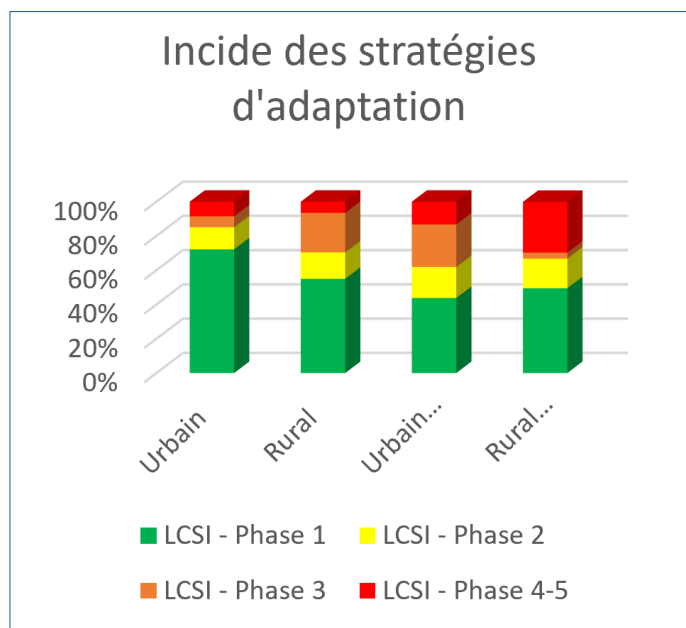
Les résultats montrent également une pression croissante sur les moyens d'existence des ménages, où environ un ménage sur trois est contraint de recourir à des stratégies d'adaptation qui érodent progressivement ses avoirs et sa capacité de résilience. Cette vulnérabilité est encore plus marquée dans les camps, où un ménage sur deux adopte ce type de stratégies, avec une proportion importante recourant à des mécanismes d'urgence tels que la mendicité, les activités illégales ou risquées en plus du fait d'avoir migré. Enfin, des poches de vulnérabilité persistent en milieu urbain, notamment à Djibouti-ville, Dikhil, Ali Sabieh et Obock. Dans ces zones, environ 12 % des ménages affichent une consommation alimentaire pauvre et près d'un quart ont recours à des stratégies de crise ou d'urgence, telles que la vente d'actifs productifs, la liquidation du bétail reproducteur ou le

Score de consommation alimentaire



Score de diversité alimentaire





Source : FSNMS, juin 2026

Aperçu sur l'assistance alimentaire

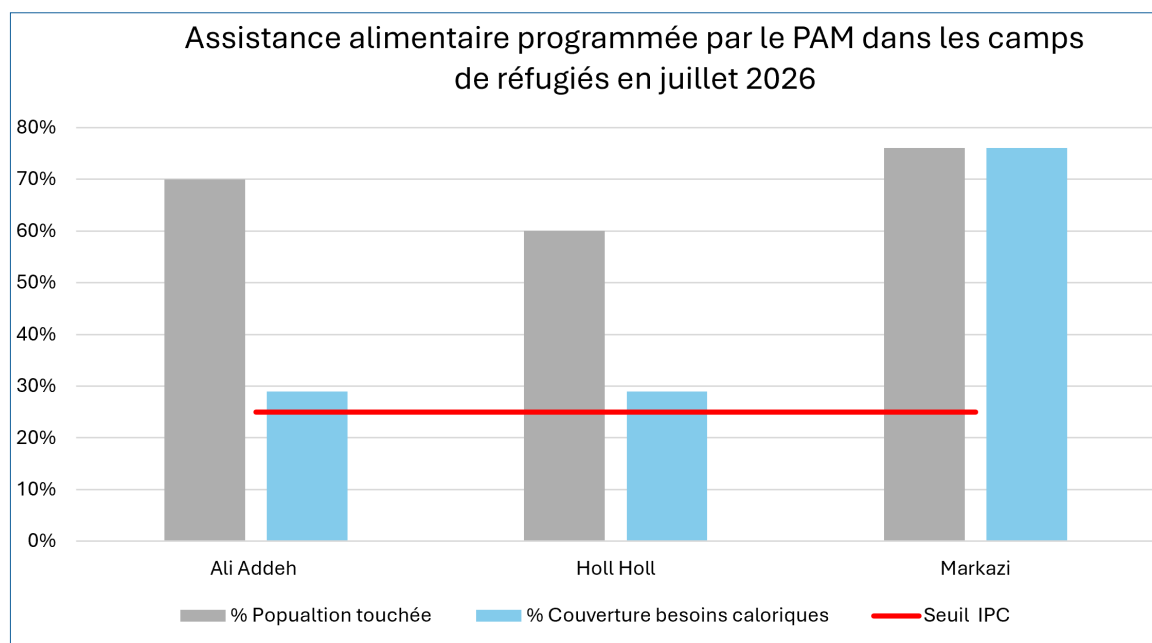
L'assistance alimentaire du PAM à Djibouti est mise en œuvre avec l'appui du ministère des Affaires Sociales et des Solidarités (MASS) à travers des distributions de vivres et des transferts monétaires afin de répondre aux besoins des populations vulnérables touchées par l'insécurité alimentaire. Dans les zones rurales affectées par la sécheresse, principal choc climatique du pays, 26 920 personnes ont reçu entre janvier et mars 2026 des rations composées de farine, d'huile et de légumineuses, couvrant au moins 75 % de leurs besoins énergétiques quotidiens. En raison d'une baisse de financement, l'assistance a été recentrée entre mai et juin 2026 sur 21 865 bénéficiaires répartis dans les cinq régions de l'intérieur du pays. La sécheresse contribue également aux déplacements des populations vers les zones urbaines. Afin de soutenir les ménages vulnérables affectés par les crises, le PAM a fourni une assistance d'urgence sous forme de transferts monétaires dans les chefs-lieux des régions. Entre janvier et février 2026, 2 981 ménages, soit 14 905 personnes, ont reçu 10 000 FDJ par ménage pour couvrir leurs besoins alimentaires essentiels.

Par ailleurs, à Djibouti-ville, des interventions de protection sociale sont implémentées en vue d'améliorer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations les plus vulnérables. Dans ce cadre, entre janvier et juin 2026, 377 ménages comprenant des femmes enceintes ou allaitantes et des enfants de moins de deux ans ont bénéficié d'un transfert monétaire de 15 000 FDJ, destiné à faciliter l'accès à une alimentation adéquate, diversifiée et nutritive.

En complément des programmes d'assistance alimentaire, le ministère des Affaires Sociales et des Solidarités met en œuvre des Activités Génératrices de Revenus (AGR) et le développement des coopératives communautaires, à travers des appuis financiers, des formations, un accompagnement technique et le renforcement des capacités.

Ces différents programmes, mis en œuvre avec l'appui du Programme Alimentaire Mondial (PAM), contribuent à renforcer la sécurité alimentaire des populations vulnérables tout en s'inscrivant dans une approche de protection sociale visant à améliorer leur résilience face aux chocs économiques et climatiques. Toutefois, leur portée reste globalement insuffisante, ne permettant aux ménages vulnérables de combler leurs énormes déficits de consommation alimentaire. Le financement pour la réponse humanitaire est caractérisé par un faible taux de mobilisation des ressources.

Depuis la mi-2025, la réduction des financements humanitaires a entraîné une diminution de l'assistance disponible, notamment dans les sites de réfugiés où les rations alimentaires ont été réduites à environ 50 % des besoins caloriques quotidiens. Cette situation a contribué à l'aggravation de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition parmi les populations les plus vulnérables.



Source : PAM, juin 2026

CARTE ET TABLEAU DE LA POPULATION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË PROJETÉE (JUILLET - DÉCEMBRE 2026)

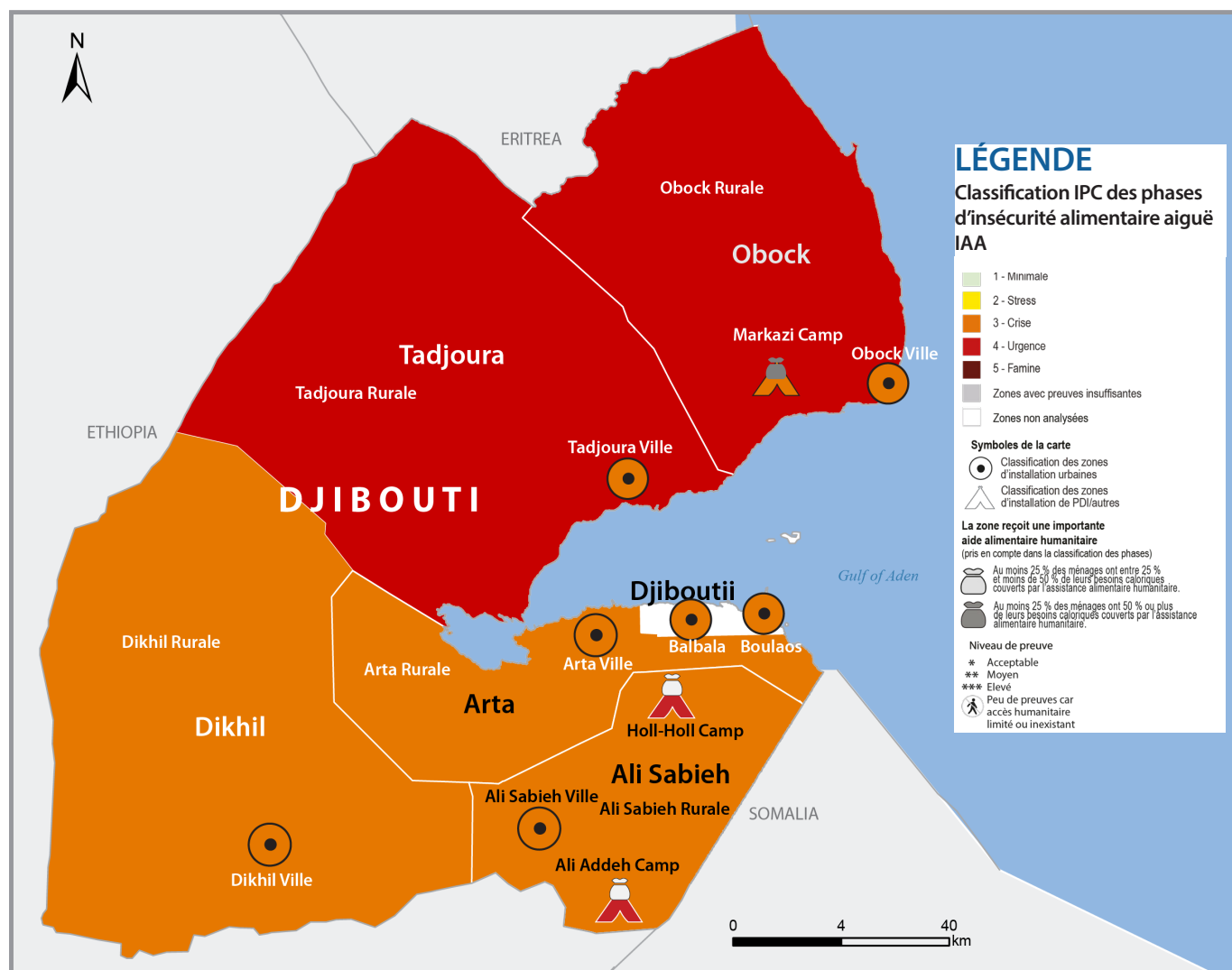




TABLEAU DE LA POPULATION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË PROJETÉE (JUILLET - DÉCEMBRE 2026)

Région analysée	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
		#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%		#per.	%
Ali Addeh Camp	18,768	0	0	4,692	25	6,569	35	7,507	40	0	0	4	14,076	75
Ali Sabieh Rural	30,400	1,520	5	15,200	50	10,640	35	3,040	10	0	0	3	13,680	45
Ali Sabieh Ville	43,002	8,600	20	25,801	60	8,600	20	0	0	0	0	3	8,600	20
Arta Rural	36,122	9,031	25	18,061	50	7,224	20	1,806	5	0	0	3	9,031	25
Arta Ville	9,751	4,388	45	3,413	35	1,463	15	488	5	0	0	3	1,950	20
Balbala	534,137	160,241	30	267,069	50	106,827	20	0	0	0	0	3	106,827	20
Boulaos	188,844	94,422	50	56,653	30	37,769	20	0	0	0	0	3	37,769	20
Dikhil Rural	37,753	9,438	25	16,989	45	11,326	30	0	0	0	0	3	11,326	30
Dikhil Ville	25,776	12,888	50	7,733	30	5,155	20	0	0	0	0	3	5,155	20
Holl-Holl Camp	9,953	0	0	2,986	30	3,484	35	3,484	35	0	0	4	6,967	70
Markazi Camp	2,624	918	35	918	35	656	25	131	5	0	0	3	787	30
Obock Rural	17,022	3,404	20	5,107	30	5,107	30	3,404	20	0	0	4	8,511	50
Obock Ville	18,626	3,725	20	10,244	55	3,725	20	931	5	0	0	3	4,657	25
Tadjourah Rural	39,349	7,870	20	9,837	25	13,772	35	7,870	20	0	0	4	21,642	55
Tadjourah Ville	17,534	7,014	40	6,137	35	3,507	20	877	5	0	0	3	4,384	25
Grand Total	1,029,661	323,459	31	450,840	44	225,824	22	29,538	3	0	0		255,362	25

Note: Une population en Phase 3+ ne reflète pas nécessairement l'ensemble de la population nécessitant une action urgente. En effet, certains ménages peuvent être en Phase 2 ou même 1, mais uniquement parce qu'ils ont reçu une aide, et peuvent donc avoir besoin d'une action continue. Les incohérences marginales qui peuvent apparaître dans les pourcentages globaux des totaux et des grands totaux sont imputables aux arrondis.

VUE D'ENSEMBLE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË PROJETÉE (JUILLET - DÉCEMBRE 2026)

Pour la période projetée de juillet à décembre 2026, la situation alimentaire devrait se détériorer sur la base des hypothèses et scénarios les plus probables. Plus de 255 000 personnes sur une population analysée d'environ 1,03 million de personnes seraient en Phase 3 de l'IPC ou plus, soit 25 % de cette population. Parmi elles, environ 226 000 personnes seraient en Phase 3 de l'IPC (Crise) et 30 000 personnes en Phase 4 de l'IPC (Urgence). Par rapport à la période actuelle, la population en Phase 3 ou plus va augmenter de 90 000 personnes, soit une augmentation de 35 %. Au cours de cette période, les villes de Balbala et Boulaos vont connaître une détérioration en Phase 3 de l'IPC (Crise) et alors que les zones rurales d'Obock et Tadjourah vont basculer en Phase 4 de l'IPC (Urgence). Les camps d'Ali Addeh et Holl-Holl vont demeurer en Phase 4 de l'IPC (Urgence) avec 40% et 35% de leurs populations respectives en Phase 3 de l'IPC ou plus. Cette aggravation de la situation alimentaire repose sur l'avènement d'El Niño attendu sur la Corne de l'Afrique et qui laisse présager une sécheresse prolongée réduisant les pâturages, la production animale et les revenus agropastoraux alors que l'an dernier la sécheresse avait déjà été sous-estimée et a finalement touché l'ensemble du pays.

Pendant cette période, les ménages qui dépendent de la vente des produits des animaux et de l'agriculture verront leurs sources de revenus s'effriter en raison de la baisse des productions locales. Il est attendu une diminution significative de la disponibilité des produits alimentaires de base issus de la production locale au niveau des ménages et sur les marchés locaux. A cela s'ajoute la hausse soudaine du prix du gasoil, qui renchérit les coûts de transports et des denrées importées. Cela pourrait éroder le pouvoir d'achat de ménages dépendant pour la plupart des marchés pour leurs approvisionnement en nourriture. Le blocage du détroit d'Ormuz va également continuer de perturber les routes d'approvisionnement et entretenir une pression supplémentaire et persistante sur les prix. Parallèlement, les déplacements internes devraient s'intensifier avec l'exode des ménages ruraux vers les milieux urbains à la recherche d'eau, d'emplois et de services sociaux. Cette pression additionnelle sur les villes pourrait accroître la concurrence sur les marchés du travail déjà saturés et limiter davantage les opportunités de revenus. Les conditions sanitaires risquent également de se détériorer en raison du manque

Hypothèses-clés

Diminution et arrêt de l'assistance alimentaire des différents partenaires humanitaires: Au niveau des camps de réfugiés de Holl-Holl, Markazi et Ali Addeh, les principaux partenaires humanitaires actuellement font face à d'importante contrainte de financement. Ce qui implique directement la diminution et voir même l'arrêt de l'assistance alimentaire. Ces diminutions pourraient conduire aux déplacements des réfugiés au niveau des grandes villes ou vers la capitale.

Emergence d'épidémies et une dégradation de l'état nutritionnelle de la population: Avec l'arrêt des programmes de WASH et de la santé aux niveaux des camps de réfugiés, on pourrait s'attendre à l'émergence des épidémies et une dégradation de l'état sanitaire et nutritionnel global de la population habitant dans les camps.

Hausse des prix alimentaires: Au cours de la période de projection, les prix des denrées alimentaires de base (farine, riz, céréales, huile végétale, sucre, légumineuses et lait) devraient rester élevés sous l'effet de la dépendance de Djibouti aux importations alimentaires, des coûts de transport et des fluctuations des marchés internationaux. Les ménages dont les revenus sont très limités, devront consacrer une part croissante de leurs ressources à l'achat de produits alimentaires.

Inflation: L'inflation devrait continuer à exercer une pression sur le coût de la vie des ménages. L'augmentation des prix des produits alimentaires, du transport, de l'eau et d'autres biens essentiels réduira davantage la capacité des ménages à satisfaire leurs besoins de base. Les ménages réfugiés, dont les revenus évoluent peu, seront particulièrement exposés aux effets de cette inflation, accentuant leur dépendance à l'assistance alimentaire et financière.

Sécheresse et stress thermique: L'avènement attendu d'El Nino et le maintien de fortes chaleurs devrait accroître les besoins en eau potable. Cela va compromettre les productions agricoles et pastorales en plus de limiter les activités génératrices de revenus surtout dans les zones rurales de Tadjourah et Obock.

Revenus des ménages: Les revenus des ménages en général devraient demeurer faibles et irréguliers. Les possibilités d'emploi salarié ou d'activités génératrices de revenus restent limitées en raison du faible dynamisme économique au niveau national et des contraintes d'accès au marché du travail. Les petits commerces, les travaux occasionnels et les activités informelles continueront de représenter les principales sources de revenus, sans permettre de couvrir les besoins essentiels des ménages. Cette situation maintiendra une forte vulnérabilité économique des ménages surtout réfugiés.

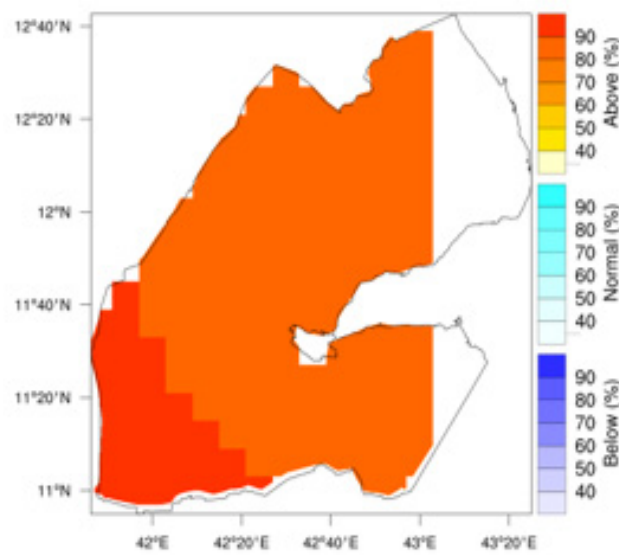
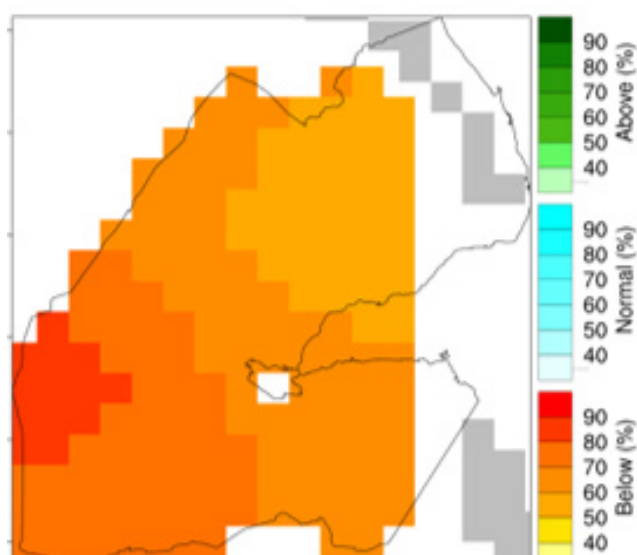
Pouvoir d'achat des ménages: Le pouvoir d'achat des ménages devrait continuer de se dégrader sous l'effet combiné de la hausse des prix, de l'inflation, de la faiblesse des revenus et de la limitation des opportunités économiques. Cette détérioration du pouvoir d'achat pourrait entraîner une diminution de la diversité alimentaire, une réduction du nombre de repas quotidiens et un recours accru aux mécanismes d'adaptation négatifs tels que l'endettement, la vente de biens ou la réduction des dépenses non alimentaires.

d'eau potable, favorisant l'apparition de maladies diarrhéiques et d'éventuelles flambées épidémiques dans les zones les plus vulnérables. Les ménages les plus affectés sont pratiquement les mêmes qui sont identifiés dans la période courante mais leur dépendance à l'aide alimentaire urgente va s'accroître au-delà des besoins humanitaires estimés pour 2026. L'assistance alimentaire devrait continuer en juillet 2026 sur les mêmes modalités que reçue en mai 2026. Les camps de Ali Addeh (70% des ménages) et de Holl-Holl (60% des ménages) recevront l'assistance alimentaire modérée caractérisée par une couverture calorique de 29% alors que 76% des ménages dans le camp de Markazi vont recevoir une assistance alimentaire significative couvrant 60% des besoins caloriques.

L'impact de l'avènement attendu d'El Nino

Le phénomène El Niño influence la circulation atmosphérique à l'échelle mondiale, entraînant dans certaines régions des précipitations et des températures saisonnières plus élevées ou plus faibles que la normale. Selon la dernière mise à jour de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), il y a environ 80 % de chances qu'un épisode El Niño se développe entre juin et août 2026. Ce phénomène devrait ensuite se poursuivre jusqu'en novembre avec une probabilité supérieure à 90 %. À Djibouti, les prévisions climatiques par l'Agence Nationale de la Météorologie pour la saison de juin à septembre (JJAS) indiquent une forte probabilité de conditions plus sèches que la normale sur l'ensemble du pays. Cette situation pourrait accentuer la variabilité pluviométrique, le stress thermique et la rareté de l'eau, entraînant des répercussions sur les ressources en eau surtout souterraines, les pâturages et les moyens de subsistance des populations dépendantes de l'agriculture et de l'élevage. Cela pourrait également contribuer à la détérioration du pouvoir d'achat, limiter l'accès alimentaire et favoriser le recours accru aux stratégies d'adaptation négatives chez les ménages pauvres, ruraux et éleveurs de bétail, aggravant leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire.

Cependant, les effets d'El Niño varient selon les saisons. Alors que des conditions déficitaires sont attendues durant la saison JJAS, les épisodes El Niño sont historiquement associés à une augmentation des précipitations pendant la saison OND (octobre à décembre) dans la Corne de l'Afrique. Les prévisions climatiques de l'ICPAC suggèrent que les conditions attendues en 2026 sont comparables à celles observées lors des épisodes El Niño de 1997 et 2023, ce qui renforce la probabilité de précipitations supérieures à la normale au cours de la saison OND. Durant la période octobre à décembre 2026, El Niño peut provoquer des précipitations intenses et soudaines à Djibouti, particulièrement dans les zones côtières et urbaines, provoquant souvent des inondations sur les infrastructures critiques (routes, réseau d'eau, énergie). A cela s'ajoute les risques sanitaires et agricoles avec la prolifération de ravageurs, notamment les essaims de criquets pèlerins en lien avec l'humidité excessive et l'augmentation des risques de maladies d'origine hydrique et vectorielle (diarrhée, choléra et paludisme).



Source : Agence Nationale de la Météorologie, juin 2026

RECOMMANDATIONS POUR L'ACTION

Priorités de réponse

Dans les régions rurales et urbaines classées en situation de Crise et plus (Phase 3 et 4 de l'IPC), des interventions urgentes et précoces sont nécessaires pour contenir la détérioration projetée, accentuée par l'épisode El Niño, la hausse du prix du gasoil et le blocage du détroit d'Ormuz.

- Déclencher des réponses d'urgence anticipées avant le pic de la période projetée (août-septembre 2026) pour sauver des vies, réduire les écarts de consommation alimentaire et protéger les moyens de subsistance des ménages en Phase 3 et 4, y compris dans les camps de réfugiés.
- Étendre les distributions de vivres et les transferts monétaires aux ménages les plus pauvres, en incluant ceux de Djibouti-ville (Balbala et Boulaos) qui basculent en Crise dans la projection 2026 et qui restent jusqu'ici peu couverts par l'assistance.
- Protéger les moyens d'existence agropastoraux contre la sécheresse liée à El Niño : appuis à l'élevage (santé animale, aliments de bétail, abreuvement) et à la pêche, en priorité à Obock, Dikhil et Tadjourah.
- Intensifier les activités de sensibilisation et de formation nutritionnelle pour augmenter la consommation d'aliments diversifiés et les bonnes pratiques culinaires, en milieu urbain, rural et dans les camps de réfugiés.

Suivi et mise à jour de la situation

- Renforcer le suivi rapproché de l'épisode El Niño et de son impact (sécheresse, inondations) sur les moyens d'existence, sur l'ensemble du territoire et non plus seulement dans les zones historiquement touchées.
- Maintenir le suivi des prix des denrées, du carburant et de la chaîne d'approvisionnement maritime (blocage du détroit d'Ormuz), et alimenter un dispositif d'alerte précoce reliant climat, marchés et nutrition.

Facteurs de risque à surveiller

- **Importations alimentaires** : La perturbation des importations en lien avec le conflit au Moyen-Orient représente un risque majeur pour la sécurité alimentaire car le pays importe environ 90 % de ses besoins alimentaires en raison d'un climat aride limitant la production locale.
- **Prix des aliments** : L'évolution des prix des denrées alimentaires en période de soudure doit être surveillée au cours de la période d'analyse car une hausse des prix a été déjà signalée. À cela s'ajoute hausse des prix du carburants en lien avec la crise au Moyen-Orient.
- **Inflation globale** : La forte inflation observée ces derniers mois se traduit par des impacts négatifs sur le pouvoir d'achat des ménages agrandissant les risques de précarité alimentaire.
- **Stocks alimentaires** : La réduction des échanges commerciaux par voie maritime impose un suivi régulier des stocks alimentaires sur les marchés locaux afin de prévenir une rupture en cas d'embrasement du conflit au Moyen-Orient.
- **Aide Humanitaire** : La réduction des financements humanitaires risque d'aggraver la sécurité alimentaire, particulièrement pour les ménages les plus vulnérables.
- **Emploi, revenu ou opportunités de travail** : La contraction économique n'encourage pas les investissements dans les projets de constructions ou rénovation des infrastructures, ce qui affecte les activités de main d'œuvre locale et réduisent les opportunités de travail.
- **Stresses thermique et hydrique** : L'augmentation des stress thermique et hydrique affecte directement les moyens d'existence des ménages et réduit leur capacité à faire face aux chocs économiques et environnementaux. Cela entraîne également la dégradation des récifs coralliens, réduisant la pêche artisanale, source essentielle de protéines.
- **L'accès à l'eau pour la consommation humaine et animale** : L'accès à de qualité et de quantité suffisante pour la consommation humaine représente un défi majeur pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages. En plus, la réduction drastique de la disponibilité en eau pour l'irrigation oasienne et pour abreuvement des animaux risque de stopper net la dynamique de production maraîchère et réduire la production pastorale.

PROCESSUS ET MÉTHODOLOGIE

L'atelier d'analyse IPC de l'Insécurité Alimentaire Aiguë (IAA) s'est tenu du 21 au 25 juin 2026 à l'hôtel Sheraton de Djibouti, sous l'égide du Groupe de Travail Technique (GTT) de l'IPC, présidé par le ministère de l'Agriculture, de l'Eau, de la Pêche, de l'Élevage et des Ressources Halieutiques et coorganisé avec l'appui technique et financier du PAM et la FAO. Il a été précédé d'une formation de recyclage consacrée aux outils et protocoles de la version 3.1 du manuel IPC, tenue du 17 au 18 juin 2026. L'analyse a mobilisé une trentaine d'analystes issus de divers horizons et secteurs, aux niveaux tant central que local, représentant les agences du Système des Nations Unies, les organisations de la société civile et les institutions étatiques.

Les institutions représentées comprenaient notamment le Ministère de la Santé, le Ministère de la Femme et de la Famille, le Ministère de l'Agriculture, de l'Eau, de la Pêche, de l'Élevage et des Ressources Halieutiques, le Ministère de l'Intérieur, l'Agence Nationale de la Météorologie, l'Union Nationale des Femmes Djiboutiennes (UNFD), le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, le Ministère des Affaires Sociales et des Solidarités, les différentes préfectures et conseils régionaux, l'Institut de la Statistique de Djibouti (INSTAD), ainsi que les partenaires techniques et financiers, notamment la FAO et le Programme Alimentaire Mondial (PAM).

L'exercice a bénéficié de l'appui technique d'un facilitateur IPC de niveau 2 du Programme Alimentaire Mondial (PAM) basé à Madagascar et d'un expert de l'Unité de Support Global (GSU-IPC) en plus de 7 Co-facilitateurs nationaux des groupes de travail. Les Co-facilitateurs ont accompagné le processus de classification dans le strict respect des protocoles méthodologiques de l'IPC, avec rigueur, transparence et basé sur la convergence des preuves et le consensus technique.

L'organisation en sous-groupes géographiques (clusters) a permis une couverture territoriale homogène, tandis que des plénières d'harmonisation et d'assurance qualité ont garanti la cohérence inter-groupes. L'ensemble des classifications, estimations de population et produits cartographiques a été validé en séance plénière à l'issue de l'analyse.

L'analyse a couvert deux horizons temporels à savoir la période actuelle qui couvre les mois de mai et juin 2026 et la période projetée ceux de juillet à décembre 2026 qui comprennent également le pic de la période de soudure. La ville de Djibouti (Boulaos et Balbala) et les 5 régions (Arta, Ali Sabieh, Tadjourah, Dikhil et Obock) désagrégées respectivement selon le milieu de résidence (Rural ou Urbain), ainsi que les 3 camps de réfugiés (Holl-Holl, Ali Addeh et Markazi) ont constitué les 15 zones pour cette analyse. Le niveau de confiance de l'analyse tel que défini sur la base des protocoles IPC est Moyen (**).

Ce que sont l'IPC de l'insécurité alimentaire aiguë ?

L'IPC consiste en une série d'outils et de procédures qui servent à classer le niveau de sévérité et les caractéristiques des crises alimentaires et nutritionnelles ainsi que de l'insécurité alimentaire chronique sur la base de normes internationales. L'IPC se compose de quatre fonctions qui se renforcent mutuellement ; chacune d'elles s'accompagne d'un ensemble de protocoles (outils et procédures) spécifiques. Les paramètres fondamentaux de l'IPC comprennent l'établissement d'un consensus, la convergence des preuves, la redevabilité, la transparence et la comparabilité. L'analyse IPC vise à fournir des indications pour la réponse d'urgence de même que pour la politique de sécurité alimentaire et la programmation à moyen et long terme.

Pour l'IPC, l'insécurité alimentaire aiguë se définit par toute manifestation d'insécurité alimentaire dans une zone spécifiée à un moment donné et dont le niveau de sévérité menace des vies et/ou des moyens d'existence quelles qu'en soient les causes, le contexte ou la durée. Elle est très sujette aux variations, de même qu'elle peut survenir et se manifester au sein d'une population en un court laps de temps suite à des changements brusques ou des chocs qui ont un impact négatif sur les déterminants de l'insécurité alimentaire.

Pour de plus amples informations, contacter:

Mr. Mouktar Mahamoud Waberi

Directeur de l'Agriculture et des Forêts.
Président du Groupe de Travail Technique IPC
mouktar.m.w@hotmail.fr

Unité de soutien global IPC
www.ipcinfo.org

Cette analyse a été conduite sous le parrainage du Ministère de l'Agriculture, de l'Eau, de la Pêche, de l'Élevage et des Ressources Halieutiques. Elle a bénéficié du soutien technique et financier du PAM et de la FAO.

La classification de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition a été réalisée à l'aide des protocoles IPC, qui sont développés et mis en œuvre dans le monde entier par le partenariat mondial de l'IPC - Action contre la faim (AAH), CARE, le CILSS, le ECJRC, la FAO, FEWS NET, le Cluster mondial de sécurité alimentaire, le Cluster mondial de nutrition, l'IFPRI, l'IGAD, Oxfam, le SICA, la SADC, Save the Children, le PNUD, UNICEF, le PAM, l'OMS et la Banque mondiale.

Sources

Les données mobilisées pour cette analyse proviennent principalement du Troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-3) et de l'Enquête sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (FSNMS 2026) conduite par le PAM, au mois de mai 2026 avec l'appui technique de l'INSTAD. L'enquête a couvert plusieurs domaines, notamment la sécurité alimentaire, la nutrition, l'eau, l'hygiène et l'assainissement (WASH), l'agriculture, l'élevage, ainsi que les conditions de protection des populations.

D'autres preuves ont été utilisées pour étoffer l'analyse, renforcer la convergence des preuves et améliorer la robustesse de l'analyse. Il s'agit notamment des données agrométéorologiques (IGAD-ICPAC, GIEWS-FAO, Dataviz-WFP, Agence Nationale de la Météorologie, ASAP de la Commission Européenne), les données sur les conflits et violence (ACLED), la tendance des prix et le niveau d'inflation (INSTAD et WFP), la description des zones de moyen d'existence du pays (FEWS NET) ainsi que l'historique des résultats des précédentes analyses IPC IAA à Djibouti (ipcinform.org).

Limites de l'analyse

Il convient enfin de noter que cette analyse et celle de l'année passée ne portent pas sur des périmètres strictement identiques, car la population analysée a été révisée de 1 181 675 (2025) à 1 029 661 personnes (2026), ce qui invite à privilégier la comparaison des pourcentages plutôt que des effectifs absolus. La désagrégation de certaines données aux niveaux régional et unités d'analyse concernées n'a pas été effective pour beaucoup indicateurs de facteurs contributifs, ce qui n'a pas permis d'affiner les jugements d'experts dans le contexte d'une grande disparité entre milieu rural et urbain.

Nom et description de la phase de l'insécurité alimentaire aiguë

Phase 1 Aucune/Minimale	Phase 2 Stress	Phase 3 Crise	Phase 4 Urgence	Phase 5 Catastrophe/ Famine
Les ménages sont capables de couvrir leurs besoins essentiels alimentaires et non-alimentaires sans s'engager dans des stratégies atypiques ou non durables pour accéder à la nourriture et à des revenus.	Les ménages ont une consommation alimentaire minimalement adéquate mais ne peuvent pas assumer certaines dépenses non-alimentaires sans s'engager dans des stratégies d'adaptation de stress.	Les ménages: • ont des déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aiguë élevée ou supérieure aux niveaux habituels; ou • parviennent à couvrir leurs besoins alimentaires essentiels de façon marginale mais seulement en se départissant de leurs avoirs de moyens d'existence majeurs ou en employant des stratégies d'adaptation de crise.	Les ménages: • ont d'importants déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aiguë très élevée et une mortalité excessive, ou • sont en mesure de réduire l'importance des déficits alimentaires mais uniquement en utilisant des stratégies d'adaptation d'urgence et en liquidant leurs avoirs.	Les ménages manquent énormément de nourriture et/ ou de quoi subvenir à leurs autres besoins de base malgré une utilisation maximale des stratégies d'adaptation. Des niveaux d'inanition, de décès, de dénuement et de malnutrition aiguë critiques sont évidents. (Pour être classée en phase Famine, une zone doit avoir des niveaux de malnutrition aiguë et de mortalité extrêmement critiques)

Partenaires de l'analyse IPC:



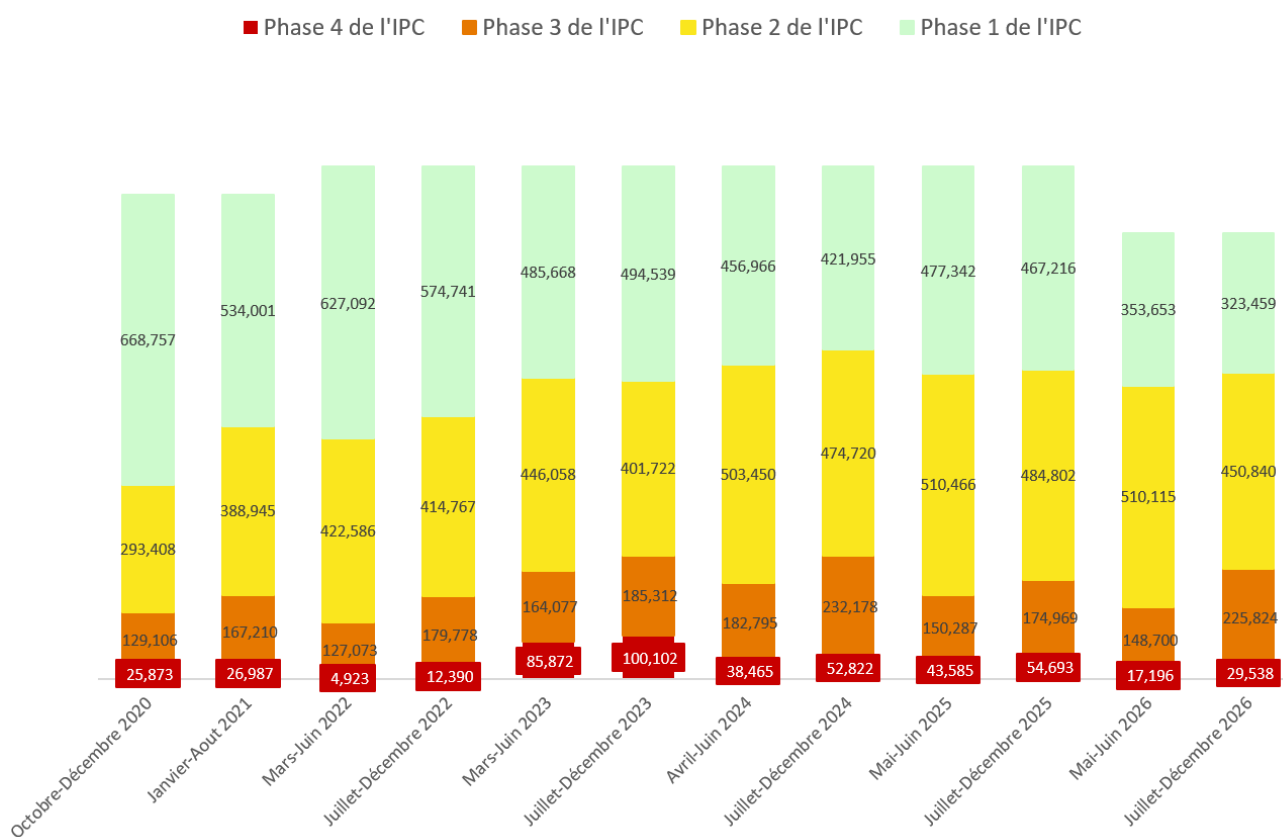
ANNEXE 1: COMPARISON AVEC LES ANALYSES PRECEDENTES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE

L'analyse IPC de juin 2026 marque une évolution notable par rapport à celle de juin 2025. En période actuelle, la situation s'est légèrement améliorée : environ 165 896 personnes (16 % de la population analysée) sont classées en insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase 3 de l'IPC ou plus), contre 193 872 personnes (17 %) un an plus tôt. Cette amélioration tient surtout au recul de la Phase 4 (Urgence), qui passe de 43 585 personnes (4 %) en mai-juin 2025 à seulement 17 196 personnes (2 %) en mai 2026, tandis que la Phase 3 (Crise) reste quasi stable (150 287 contre 148 700 personnes).

En revanche, la situation projetée se dégrade plus fortement que lors de l'analyse précédente. Pour juillet-décembre 2026, environ 255 362 personnes, soit 25 % de la population analysée, seraient en Phase 3 ou plus, contre 229 662 personnes (20 %) projetées pour la même période en 2025. La Phase 3 (Crise) atteindrait 225 824 personnes (22 %) et la Phase 4 (Urgence) 29 538 personnes (3 %). L'écart entre période courante et période projetée s'élargit donc nettement (+89 000 personnes en Phase 3+ en 2026, contre +36 000 en 2025), signe d'une vulnérabilité saisonnière croissante.

Les résultats des analyses de l'insécurité alimentaire aiguë, au cours des récentes années indiquent une augmentation de la population en Phase 3 de l'IPC (Crise) et depuis l'année dernière la cartographie de l'insécurité alimentaire montre une réduction des populations en Phase 1 de l'IPC (Minimale). La situation alimentaire au niveau nationale reste très préoccupante avec plus de 255 000 personnes en besoin urgent d'assistance alimentaire à cause du stress thermique et du déficit hydrique, le déplacement continue des populations, le faible niveau de revenu des ménages en lien avec la baisse des opportunités de main d'œuvre et des emplois. A cela s'ajoute la hausse des prix du carburant et du transport et la perturbation des circuits d'approvisionnement des denrées alimentaires se traduisant par une forte inflation limitant l'accès alimentaire des ménages.

Personnes dans les différentes Phases de l'IPC



Source : GSU, IPC June 2026